

1940. Jacques Chevalier, acteur d'une négociation secrète entre Londres et Vichy¹

Onzième épisode

Juin 1940, partout le front est enfoncé. L'armée française, placée depuis le 17 mai sous le commandement du général Weygand, ne peut résister à l'offensive allemande lancée le 19 mai 1940. C'est la débâcle. L'embarquement des troupes anglaises à Dunkerque, qui avait débuté le 21 mai, s'achève deux semaines plus tard, le 4 juin. Le gouvernement de Paul Reynaud se replie à Cangé, sur le Cher. Le maréchal Pétain est alors ministre d'Etat et vice-président du conseil et le général de Gaulle secrétaire d'Etat à la guerre. Le maréchal Pétain, comme le général Weygand considèrent que rien ne peut plus faire obstacle à l'invasion totale du pays. Weygand s'efforce, le 12 juin de convaincre le gouvernement de l'urgence et de l'opportunité d'un armistice, à conclure pendant qu'il est encore temps. Le maréchal Pétain en est également convaincu², alors que Paul Reynaud comme Charles de Gaulle, se prononcent pour la poursuite de la guerre.

Le 13 juin, Winston Churchill effectue sa dernière visite en France. Il n'y reviendra que quatre années plus tard. Il en rend compte dans ses Mémoires³

« Le gouvernement français s'était alors réfugié à Tours et la tension n'avait cessé de grandir. J'emmenai avec moi Edward Halifax et le général Ismay⁴, et Max Beaverbrook⁵ s'offrit spontanément à nous

¹ Texte provisoire, à enrichir en prenant appui sur le fonds Chevalier aux Archives nationales (post - COVID19).

² Voir, par exemple, Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Arthème Fayard, 1954.

³ Winston Churchill. Mémoires de guerre. Tome 1 Tallandier, 2009.

⁴ Lord Hasting Ismay est l'officier de liaison entre Churchill et le commandement des armées britanniques. Il sera le premier commandant de l'OTAN entre 1952 et 1957.

⁵ Max Beaverbrook, de double nationalité britannique et canadienne, est alors Ministre de la construction aéronautique. Il avait été un magnat de la presse. Pour H.G Wells « Si jamais Max va au paradis, il ne restera pas longtemps : il se fera flanquer à la porte pour

accompagner. Il est toujours énergique dans les difficultés. Cette fois, le temps était dégagé et nous nous envolâmes au milieu de notre escadrille de Spitfire [...]. La dégradation était immédiatement perceptible. Personne ne vint nous accueillir, personne ne semblait nous attendre. Nous avons emprunté une voiture de service au commandant de l'aérodrome et nous avons gagné la ville, à la recherche de la préfecture où l'on nous disait que le gouvernement français avait pris ses quartiers. Aucun personnage d'importance ne s'y trouvait, mais on nous fit savoir que Reynaud arrivait en voiture de la campagne [...]

Reynaud arriva peu après. Au premier abord il semblait déprimé. Le général Weygand l'avait informé que les armées françaises étaient épuisées. Le front était enfoncé en de nombreux points [...]. Le général en chef pensait qu'il était nécessaire de demander un armistice pendant que les troupes françaises étaient encore assez nombreuses pour maintenir l'ordre, en attendant la conclusion de la paix [...]. M. Reynaud poursuivit en disant que le Conseil des ministres l'avait chargé la veille de se renseigner sur ce que serait l'attitude de la Grande-Bretagne, si le pire devait arriver [...]. Je jugeai la question si grave que je demandai à consulter mes collègues avant d'y répondre [...]. A notre retour, je réaffirmai notre position : nous ne pouvions accepter une paix séparée, quelle qu'en fut la forme [...] Il ne nous était pas possible de délivrer la France de ses obligations. »

Le soir même, le 13 juin 1940 à 18 heures se tient, toujours à Cangé, un conseil des ministres. Pour le maréchal Pétain, appuyé par le général Weygand, le gouvernement français ne doit pas quitter le territoire métropolitain, ce qui ne peut résulter que de la signature d'un armistice. Le conseil des ministres s'achève sans qu'une décision soit prise. Le suivant se tiendra le lendemain, à Bordeaux.

avoir tenté de forcer une fusion entre le paradis et l'enfer, après avoir pris une participation majoritaire dans chacune de leurs filiales, bien sûr. »

A son retour à Londres, Winston Churchill fait parvenir un message au Président Roosevelt, en son nom, mais aussi en celui de Paul Reynaud, afin de lui demander de porter secours à la France, en mettant en avant les risques pour les Etats-Unis liés à une absence d'intervention. Mais le Président ne peut s'affranchir du Congrès. De son côté, tentative ultime pour éviter l'armistice, et au-delà le risque d'une livraison de la flotte française à la marine allemande, le Cabinet britannique effectue une proposition consistant à la réalisation d'une entité intitulée Union franco-britannique, proposition transmise immédiatement au Président Reynaud.

Dans ses Mémoires, Churchill en précise la nature :

« Quelques jours plus tôt, nous avons mis au point une déclaration d'Union franco-britannique, prévoyant citoyenneté commune, institutions communes pour la défense, les affaires étrangères, la politique économique et financière, etc. En dehors de ses mérites propres, l'objectif du projet était de donner à M. Reynaud des éléments nouveaux et stimulants, pour décider une majorité de ses ministres à accepter un repli vers l'Afrique et la poursuite de la guerre [...]. Les espoirs qu'avait fondés M. Reynaud sur la déclaration d'Union s'étaient rapidement dissipés. Rarement proposition aussi généreuse reçut un accueil aussi hostile. Le président du Conseil lut deux fois le texte à ses collègues. Il s'y déclara entièrement favorable, et ajouta qu'il prenait les dispositions nécessaires pour me rencontrer le lendemain et en discuter les détails. Mais les ministres, célèbres ou obscurs, très agités, déchirés par leurs divisions et encore sous le coup terrible de la défaite, restaient abasourdis. Le sentiment dominant fut de rejeter l'ensemble du plan [...]. La faction défaitiste, conduite par le maréchal Pétain, refusa même de l'examiner [...]. Weygand avait convaincu Pétain, sans grande difficulté, que l'Angleterre était perdue ; de hautes autorités militaires françaises avaient prédit : « En trois semaines, l'Angleterre se fera tordre le cou comme un poulet », s'unir à la Grande-Bretagne, c'était selon Pétain, se lier avec un cadavre ».

Pour d'autres, plutôt devenir une province nazie que d'accepter ce plan, plutôt devenir une province allemande qu'un *Dominion* britannique. Le projet n'est pas même soumis au Conseil du 15 juin, à Bordeaux. En dépit de l'appui des présidents des deux Assemblées, Jean-Noël Jeanneney, pour le Sénat, et Edouard Herriot, pour la Chambre des députés, Reynaud s'effondre et le projet d'Union est oublié. Reynaud démissionne. Le Maréchal Pétain est alors nommé Président du conseil d'un gouvernement bien décidé à obtenir, dans les meilleurs délais, un armistice avec l'Allemagne et l'Italie. Le Général de Gaulle, lance, depuis Londres, l'appel du 18 juin, où il s'élève contre le projet d'armistice. Mais, approuvé par Albert Lebrun, encore Président de la République, l'armistice sera conclu, dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne le 22 juin.

Du 3 au 6 juillet 1940, les Britanniques, qui craignent que la flotte française – la quatrième marine du monde – soit alors livrée à l'Allemagne, s'attaquent à une escadre française ancrée à Mers el-Kébir, l'ultimatum enjoignant à l'escadre de rejoindre un port anglais ayant été rejeté. Elle sera mise hors de combat. En même temps, les britanniques s'emparent de bâtiments de guerre et de commerce présents dans les ports anglais et bloquent ceux présents à Alexandrie et à Dakar.

La troisième République s'achève, le 10 juillet 1940, avec une loi constitutionnelle votée au Casino de Vichy par une très large majorité des élus des deux Chambres. La République française devient l'Etat français, un Etat provisoire, sans Constitution. Il n'y en aura pas. Le maréchal dispose alors de tous les pouvoirs.

Winston Churchill écrit alors dans ses Mémoires : « En ces jours de l'été 1940, nous étions absolument seuls [...]. Mais après l'affaire de Mers el-Kébir, il apparût clairement à tous les pays que le gouvernement et la nation britannique étaient résolus à se battre jusqu'au bout. »

Hitler lance la bataille d'Angleterre, le 10 juillet 1940. Il s'agira là pour l'essentiel d'un combat entre la Luftwaffe – qui bénéficie de l'appui de l'aviation italienne - et la Royal Air Force. Cette dernière en sort victorieuse à la fin du mois d'octobre 1940. L'Angleterre, contrairement aux prévisions de Pétain et de Weygand aura tenu bon.

Le 31 juillet, l'Angleterre décide de traiter la France, y compris la zone sous administration de Vichy, mais aussi l'Afrique du Nord, comme un territoire du Reich, ce qui la conduit à interdire, par un blocus maritime, les échanges entre la Métropole et ses territoires d'outremer⁶ .

Le 24 octobre 1940 a lieu l'entrevue de Montoire entre le chancelier Hitler et le maréchal Pétain, une rencontre qui symbolise l'acceptation de la défaite et le début d'une collaboration « sincère » entre la France et l'Allemagne. L'Allemagne dispose, à Vichy, d'un allié de poids, Laval⁷, vice-président du conseil des ministres depuis le 12 juillet 1940 et successeur désigné de Pétain. L'objectif stratégique de Pierre Laval, convaincu de la victoire à venir des troupes hitlériennes, est alors de situer la France comme la première alliée de l'Allemagne au sein d'une Europe hitlérienne.

C'est ici qu'intervient un épisode encore largement controversé, celui de l'« accord secret » négocié entre Pétain et Churchill par le professeur Rougier – en *free-lance* - afin de faire cesser le blocus. Rougier rencontre Churchill le 23 octobre, et revient à Vichy avec un « protocole d'accord », en passant par Alger où il rencontre le général Weygand, alors délégué général de Vichy en Afrique française. Rougier ne cessa, par la suite, de souligner l'importance de sa mission⁸, qui aurait prouvé qu'il y aurait eu un Vichy de Pétain, négociant avec l'Angleterre – par son intermédiaire - et un Vichy de Laval, collaborant avec les Allemands. Rougier présente ainsi comme un projet d'accord secret ce qui n'était qu'un compte rendu non

⁶ Voir Robert Aron, *op. cit*, p. 367.

⁷ Vincent Auriol dira de Laval, « Que vous épeliez son nom par le commencement ou la fin, il sera toujours Laval ? »

⁸ Louis Rougier, *Mission secrète à Londres : Les accords Pétain-Churchill*, A l'enseigne du cheval ailé, 1948

validé de conversations avec Churchill. Un document auquel le Maréchal – pour qui la défaite de l’Angleterre est imminente - ne portera d’ailleurs pas attention⁹. On ajoutera le témoignage éclairant de Gaston Palewski¹⁰, Compagnon de la Libération, qui avait rejoint Londres en août 1940, pour être directeur des affaires politiques de la France Libre, avant de prendre part comme aviateur aux combats contre l’Italie, puis de devenir directeur du cabinet du Général de Gaulle.

« Un jour, allant au Foreign Office pour rendre visite à Lord Halifax, qui m’honorait de son amitié, je fus très étonné de trouver dans son antichambre le professeur Rougier. C’était un homme très intelligent et cultivé, mais qui se caractérisait par sa manie de s’intéresser aux sujets hors de sa compétence professorale. La recommandation de Chevalier l’avait fait recevoir par Halifax. Il n’y a pas eu d’accord Churchill-Rougier. Churchill n’a jamais donné sa signature à ce soi-disant accord. Mais il a eu pourtant la définition d’un « *modus vivendi* » dans l’esprit de Churchill comme dans celui de Roosevelt. Il s’agissait avant tout d’empêcher la flotte française de faciliter l’action de la flotte allemande. En échange, les efforts que nous avons faits pour rallier les territoires ne devaient pas être secondés, bien au contraire, par les exécutants britanniques. »

Un *modus vivendi* que ne pouvait bien sûr agréer le général de Gaulle.

C’est alors que Jacques Chevalier est conduit à prendre le relais de la « mission » Rougier, en prenant appui sur ses relations d’amitié avec Lord

⁹ Voir notamment François Delpia, « Du nouveau sur la mission Rougier » in *Guerres mondiales et conflits contemporains.*, 178, 1995, p. 103-113 ; Claudia Berndt et Mathieu Marion, *Vie et œuvre d’un rationaliste engagé : Louis Rougier. (1889-1982)* <https://doi.org/10.4000/philosophiascientiae.459>, p. 62-71 ; Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Arthème Fayard, 1954, qui prend essentiellement appui sur des archives françaises, et Robert Paxton, *La France de Vichy .1940 – 1944.*, un ouvrage publié en 1972, où, s’appuyant sur les archives allemandes, il met à mal le récit du « double-jeu de Vichy ».

¹⁰ Gaston Palewski, *De Gaulle, la Grande-Bretagne et la France Libre. 1940- 1943*, Espoir, n° **43**, juin 1983.

Halifax. A la sortie de l'École normale supérieure, Jacques Chevalier avait passé deux années à l'université d'Oxford, de 1903 à 1905, pendant lesquelles il s'était lié d'amitié avec le futur comte d'Halifax qui, du 21 février 1938 au 22 décembre 1940, sera secrétaire d'État à la guerre puis aux affaires étrangères. Le comportement impétueux de Churchill ne s'accordait pas toujours avec l'esprit, plus conciliant, de Lord Halifax. Le grade de doctorat *honoris causa* de l'université de Grenoble devait lui être remis en 1939 par Jacques Chevalier, mais en raison des tensions internationales, il ne put s'y rendre.

En décembre, à Vichy, le temps n'est plus à escompter une défaite rapide de l'Angleterre et le blocus imposé par la flotte britannique ne laisse guère d'espace pour l'approvisionnement du pays en pétrole et en denrées alimentaires.

« Le mardi 3 décembre, à 17 heures, Jacques Chevalier récemment promu (au 11 septembre) secrétaire général à l'Éducation nationale, reçoit dans son cabinet à l'hôtel Plaza l'amiral Auphan¹¹, sous-chef d'état-major à l'Amirauté française, chargé de la Marine Marchande. L'un comme l'autre ignoraient tout des pourparlers avec Rougier¹² L'amiral, dont le grand souci était d'assurer le ravitaillement de la métropole, exposa la détresse où la pénurie de pétrole et l'impossibilité d'en importer risquaient de réduire la France. Depuis l'armistice, aucune cargaison de produits pétroliers n'était entrée en France [...]. Malgré la blessure ressentie par lui, comme par tout marin français, après l'attentat de Mers-el-Kébir, Auphan, par patriotisme ou plus exactement par instinct de conservation nationale, arrivait à la conclusion qu'il fallait traiter avec les Anglais.

¹¹ L'amiral Gabriel Auphan, un proche du général Weygand, présidera de 1973 à 1976 l'Association pour la mémoire du Maréchal Pétain

¹² Ce que semble contredire le témoignage de Gaston Palewski, voir ci-dessus, et celui du Prince de Xavier de Bourbon qui précise que Chevalier a rencontré Rougier le 10 novembre, sans pour autant que celui-ci, ce jour-là, lui fasse part des dispositions précises de ce prétendu protocole d'accord.

Le lendemain, 4 décembre, à 10h45, assis dans son même bureau, Jacques Chevalier vit surgir l'occasion providentielle, qu'il désespérait de rencontrer. M. Pierre Dupuy, chargé d'affaires du Canada à Vichy¹³ [...] vient transmettre à Jacques Chevalier le salut de Lord Halifax, son « ami le plus intime¹⁴.»

Pierre Dupuy lui transmet alors un message verbal dont la teneur est la suivante : « Nous ne pouvons pas nous sauter au cou. Il faut maintenir entre les français et nous un état de tension artificiel. Derrière une façade de mécontentement, il faut nous entendre. » Mais avec une question préalable : l'Angleterre soutiendra les colonies françaises dissidentes qui voudront continuer la lutte à ses côtés. Une condition, pour Auphan - alors consulté par Chevalier - impossible à accepter. Le 5 décembre, à 16 heures, Jacques Chevalier rend compte au Maréchal de ses entrevues avec Dupuy et avec Auphan. Le Maréchal réagit aux termes « Etat de tension artificiel » auquel il substitue « froideur artificielle ». Le 6 décembre, Chevalier, qui a préparé un projet d'accord, introduit Dupuy chez le Maréchal qui donne alors son accord à ce projet, que Dupuy remet à Halifax.

Quels en sont les principaux points, de fait très proches de ceux inclus dans le « protocole d'accord » produit par Louis Rougier ?

- Entre Français et Anglais sera maintenu un état de froideur artificiel.
- Le statu quo pour les colonies qui s'étaient rangées aux côtés de l'Angleterre sera respecté.
- Aucun navire français ne sera livré aux puissances de l'Axe.
- L'Angleterre laissera passer le ravitaillement entre l'Afrique du Nord et les côtes méditerranéennes, et trouvera des arrangements pour le pétrole et les huiles de graissage notamment par des bateaux-citernes transitant par Gibraltar.

¹³ Le 5 janvier 1941, les Etats-Unis détacheront à Vichy, à la satisfaction du maréchal Pétain, un ambassadeur de plein exercice. Ce sera l'amiral Leahy.

¹⁴ Robert Aron, *op.cit.*, p. 440 – 441.

- Les troupes françaises stationnées dans les colonies et possessions françaises s'opposeront à toute invasion d'où qu'elle vint.
- Les deux parties conviennent de tenir cet accord secret.

« Le 9 décembre, Pierre Dupuy envoyait à Jacques Chevalier une dépêche ainsi conçue : « Tout va bien. » Signifiait-elle l'accord définitif du gouvernement anglais ? Ou bien, comme Londres le prétendit par la suite, s'agissait-il simplement d'un accusé de réception du texte ?¹⁵ »

Ces négociations avaient été engagées sans en informer Flandin, pourtant chef du gouvernement. Celui-ci, dès qu'il eut pris connaissance de cet accord, crut bon d'en informer les Allemands, le 6 janvier 1941, ce qu'apprirent les Anglais le 21. Les statistiques sur le transit par Gibraltar et sur le trafic en Méditerranée établissent que le trafic par le détroit de Gibraltar, extrêmement réduit, jusqu'en décembre 1940, prit une réelle importance, tout au long de l'année qui a suivi. Aucun navire de guerre français n'est livré à l'Allemagne. C'est dans le respect de cet accord - mais aussi des conventions d'armistice - que l'amiral Gabriel Auphan donnera l'ordre à la flotte française de Toulon, le 11 novembre 1942 de se saborder en cas de menaces allemandes, ce qui ne tarda pas : elle mit cet ordre en exécution, avec l'accord du Maréchal Pétain, dans la nuit du 26 au 27 novembre 1942. Et, au cours de ce second conflit mondial, l'Angleterre et l'Etat français ne se déclarèrent pas la guerre.

Ici deux points de vue s'affrontent. Celui qui consiste à considérer cet « accord Chevalier - Halifax » comme de la plus haute importance, comme l'affirme le Prince Xavier de Bourbon¹⁶, et l'autre, qui consiste à considérer

¹⁵ Robert Aron, *ibid*, p. 440 et suivantes. Ces pages sont pour l'essentiel, extraites de l'ouvrage du Prince Xavier de Bourbon, *Les accords secrets franco-anglais de décembre 1940*, Plon, 1949.

¹⁶ Prince Xavier de Bourbon, *Les accords secrets franco-anglais de décembre 1940*, Plon, 1949 et *Les accords franco-britanniques de 1940*, La Revue des deux mondes, Juillet 1954 (Annexe II). Xavier de Bourbon, fils comme Chevalier de la terre bourbonnaise, a servi en plusieurs occasions d'intermédiaire entre Vichy et Londres. Il sera arrêté en France, en 1944, par la Gestapo en tant que terroriste et agent de l'Angleterre. Condamné à mort, il échappe à l'exécution sur intervention du Maréchal Pétain, mais sera interné d'abord au camp de concentration de Natzweiler-Struthof, puis à celui de Dachau.

que donner plus d'importance qu'il n'en a réellement eu à cet accord appuie de façon artificielle la thèse, aujourd'hui mise à mal, selon laquelle le Maréchal Pétain se serait efforcé, de 1940 jusqu'à 1944, de maintenir des liens équilibrés avec l'Angleterre, en s'opposant à la stratégie collaborationniste de Pierre Laval¹⁷. De fait, avant même l'entrevue Hitler-Pétain de Montoire, le 24 octobre 1940, l'existence de loi raciste du 3 octobre 1940 – le premier « Statut » des juifs, une loi durcie de la main même du Maréchal, démontre bien que Pétain avait déjà choisi son camp.

¹⁷ Voir par exemple : Robert Paxton, *La France de Vichy*, Editions de Seuil, 1973 et Claude Huan, « Les négociations franco-britanniques de l'automne 1940 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 176, 1994, p. 139 – 151.

OUTWARD TELEGRAM

[This Document is the Property of His Britannic Majesty's Government, and should be kept under Lock and Key.]

(C /G).

SPECIAL (Dupuy)

Return to Mr. B. Maxwell
2. V 161

Cypher telegram to Mr. Butler, (Washington).

Foreign Office. December 31st, 1940. 8.15.p.m.

No. 3800. PERSONAL AND MOST SECRET.

-----oOo-----

Following message has been sent by the Prime Minister to Marshal Pétain through Monsieur Dupuy, Canadian Charge d'Affaires at Vichy, who is now in London. State Department will already have text of this message since it was transmitted through United States Embassy in London and State Department to United States Embassy at Vichy for delivery to personal intermediary arranged between Marshal Pétain and M. Dupuy. Message will not pass through Quai d'Orsay.

[Begins].

If at any time in the near future the French Government decide to cross to North Africa or resume the war there against Italy and Germany, we would be willing to send a strong and well-equipped Expeditionary Force of up to 6 Divisions to aid the defence of Morocco, Algiers and Tunis. These Divisions could sail as fast as shipping and landing facilities were available. We now have a large, well-equipped Army in England, and have considerable spare Forces already well-trained and rapidly improving, apart from what are needed to repel invasion. The situation in the Middle East is also becoming good.

2. The British Air Force has now begun its expansion, and would also be able to give important assistance.

3. The Command of the Mediterranean would be assured by the reunion of the British and French Fleets and by our joint use of Moroccan and North African bases.

4. We are willing to enter into Staff talks of the most secret character with any military representatives nominated by you.

5. On the other hand, delay is dangerous. At any time the Germans may, by force or favour, come down through Spain, render unusable the anchorage at Gibraltar, take effective charge of the batteries on both sides of the Straits and also establish their air forces in the aerodromes. It is their habit to strike swiftly, and if they establish themselves on the Moroccan Coast, the door would be shut on all projects. The situation may deteriorate any day, and prospects be ruined unless we are prepared to plan together and act boldly. It is most important that the French Government should realise that we are able and willing to give powerful and growing aid. But this may presently pass beyond our power. [Ends].

Repeated (Saving) to Madrid No. 140 and Lisbon No. 146.

Copies sent to: King, Prime Minister, Secretary of State, Sir R. Harcourt, Cordogan, Mr. Stang, Mr. C. C. C. Mr. T. J. J.

Mais l'histoire des tentatives de rapprochement entre Vichy et Londres ne s'arrête pas là. Churchill ne pouvait se contenter du *statu quo*. Le 31 décembre 1940, il fait parvenir au Maréchal Pétain, avec copie au gouvernement américain, un télégramme secret, reproduit ci-dessus, lui conseillant de rejoindre l'Afrique du Nord, pour y poursuivre la guerre et proposant l'envoi, sur place, de six divisions et l'appui de l'aviation britannique, la sécurité en Méditerranée pouvant alors être assurée par les flottes anglaises et françaises. Il souhaite une réponse rapide, dans la

crainte d'une incursion allemande jusqu'à Gibraltar qui aurait été lourde de conséquences.

Le Maréchal Pétain reçoit ce télégramme à 11h30, par l'intermédiaire de Pierre Dupuy, en présence seulement de Pierre-Etienne Flandin et de Jacques Chevalier. Il lit le message, puis le jette dans la cheminée. L'accord Chevalier – Halifax sera malgré tout, pour un temps, respecté.